

LE CONTENTIEUX DES CONDITIONS DE DETENTION DEVANT LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Nicolas Hervieu

Propos introductifs : Le droit européen, levier du contentieux pénitentiaire

*

I. A la conquête de Strasbourg : Bref tour d'horizon général

A. La phase initiale : Le rôle clef des juridictions nationales

- 1) Les progrès contrastés de la jurisprudence administrative : Le véhicule privilégié du référé-liberté
- 2) L'influence européenne sur la jurisprudence constitutionnelle : L'exemple des censures sérielles au nom du droit à un recours effectif
- 3) Les apports timides puis croissants de la jurisprudence judiciaire

B. La phase intermédiaire : Le difficile accès au prétoire européen

C. La phase finale : Un débat contradictoire encadré

II. Saisir la Cour européenne sur les conditions de détention

A. Les droits et garanties mobilisables

- 1) Interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants
 - a) L'exigence d'un espace personnel minimal
 - b) L'exigence (connexe et distincte) de conditions matérielles de détention décentes
- 2) Droit au respect de la vie privée et familiale
- 3) Droit au recours effectif
- 4) Ensemble des droits conventionnels : Liberté d'expression, liberté de religion, droit au mariage, droit à l'instruction, etc.

B. Les obstacles procéduraux

- 1) La qualité de victime
- 2) L'exigence d'épuisement des voies de recours internes

C. L'objectif de l'« arrêt pilote » : Pour une effectivité de la sanction européenne

III. Mise en pratique : Le bouleversement consécutif à la condamnation européenne de la France en janvier 2020 (*J.M.B. et autres c. France*)

A. Présentation de la stratégie contentieuse menée par l'Observatoire international des prisons – OIP-SF (2014-2020)

B. La retentissante condamnation européenne (Cour EDH, 30 janvier 2020, *J.M.B. et autres c. France*, n° 9671/15)

- 1) Le double constat de défaillance systémique : Conditions indignes de détention et défaut de recours effectif
- 2) L'inédite demande de mesures générales

C. Les importantes réactions contentieuses en chaînes

- 1) La double intervention de la Cour de cassation (détention provisoire – Crim. 8 juillet 2020)
 - a) La neutralisation prétorienne immédiate
 - b) L'affaiblissement constitutionnelle à retardement
- 2) La censure du Conseil constitutionnel (détention provisoire – Cons. constit. Décision n° 2020-858/859 QPC du 2 octobre 2020)
- 3) La réaction timorée du Conseil d'Etat
 - a) Le refus d'un élargissement immédiat de l'office du juge des référés-libertés (CE, 19 octobre 2020, *OIP-SF*, n° 439.372).
 - b) Les perspectives concernant le sort des détenus condamnés

*

Vers une intervention du législateur : *A minima* ou véritablement à la hauteur des enjeux ?

Annexe - Ressources et jurisprudence

I. Ressources

- Fiche thématique « Conditions de détention et traitement des détenus » (CEDH) :
<http://bit.ly/1nR2VdS>
- Fiche thématique « Détention et santé mentale » (CEDH) :
<http://bit.ly/1nR37di>
- Fiche thématique « Droits de détenus en matière de santé » (CEDH) :
<http://bit.ly/1Q8ZQ0K>
- Fiche thématique « Arrêt pilotes » (CEDH) :
<http://bit.ly/1Wt8SKf>
- Normes du CPT « Espace vital par détenu dans les établissements pénitentiaires » (15 décembre 2015) :
<http://bit.ly/1TZRQ4G>
- **Formulaire de requête :**

A télécharger : <http://bit.ly/1LsKvfa>

- **Consignes et conseils pour rédiger la requête :**

Comment remplir la requête : <http://bit.ly/1MaPaU>

Article 47 du Règlement de la Cour : <http://bit.ly/1RoDJmB>

Introduction de l'instance : <http://bit.ly/1PERMYP>

II. Références jurisprudentielles

1. Cour EDH, G.C. 26 oct. 2000, *Kudla c. Pologne*, Req. n° 30210/96 (Principe généraux)
2. Cour EDH, G.C., 4 juill. 2006, *Ramirez Sanchez c. France*, Req. n° 59450/00 (Principe généraux)
3. Cour EDH, 2^e Sect. 16 juillet 2009, *Sulejmanovic c. Italie*, Req. n° 22635/03 (Condamnation isolée sur conditions de détention)

4. Cour EDH, 4^e Sect. 22 octobre 2009, *Norbert Sikorski c. Pologne et Orchowski c. Pologne*, Resp. n° 17599/05 et n° 17885/04 (Arrêt pilote)
5. Cour EDH, 5^e Sect. 10 novembre 2011, *Plathey c. France*, n° 48337/09 (Conditions de détention en cellule disciplinaire)
6. Cour EDH, 1^e Sect. 10 janvier 2012, *Ananyev et autres c. Russie*, n° 42525/07 et 60800/08 (Arrêt pilote)
7. Cour EDH, 3^e Sect. 24 juillet 2012, *Iacov Stanciu c. Roumanie*, n° 35972/05 (Arrêt quasi-pilote)
8. Cour EDH, 2^e Sect. 8 janvier 2013, *Torreggiani et autres c. Italie*, n° 43517/09 (Arrêt pilote)
9. Cour EDH, 25 avril 2013, *Canali c. France*, n° 40119/09 (Recevabilité et condamnation pour mauvaises conditions de détention)
10. Cour EDH, 5^e Sect. 31 octobre 2013, *S. J. c. Luxembourg (n° 2)*, n° 56054/12 (Fouilles en détention)
11. Cour EDH, 2^e Sect. 25 nov. 2014, *Vasilescu c. Belgique*, n° 64682/12 (Recevabilité et absence de recours effectifs)
12. Cour EDH, 2^e Sect. 10 mars 2015, *Varga et autres c. Hongrie*, n° 14097/12 (Arrêt pilote sur la surpopulation carcérale généralisée)
13. Cour EDH, 5^e Sect. 21 mai 2015, *Yengo c. France*, n° 50494/12 (Absence de recours effectif contre les conditions de détention)
14. Cour EDH, 4^e Sect. 15 décembre 2015, *Szafranski c. Pologne*, n° 17249/12 (Constat de violation de l'article 8 en raison du manque d'intimité des installations sanitaires)
15. Cour EDH, G.C. 20 octobre 2016, *Muršić c. Croatie*, n° 7334/13 (Critères d'appréciation des conditions de détention – Renvoyé en Grande Chambre avec intervention OIP)
16. Cour EDH, 25 avril 2017, *Rezmives et autres c. Roumanie*, n° 61467/12 (Les conditions de détention dans le milieu carcéral roumain sont contraires à la Convention et relèvent d'un dysfonctionnement structurel nécessitant l'adoption de mesures générales par l'État)
17. Cour EDH, 13 mars 2018, *Ebedin Abi c. Turquie*, n° 108339/09 (violation de l'article 3 de la Convention du fait de repas inadaptés au régime alimentaire médicalement prescrit à un détenu)

18. Cour EDH, 5e sect., 18 sept. 2018, *Mazziotti c. France*, n° 65089/13 (La France n'est pas condamnée par la CEDH concernant le prononcé d'une peine de cellule disciplinaire de 7 jours infligée à un détenu, notamment car les autorités ont procédé à un examen évolutif des circonstances et de sa situation)
19. Cour EDH, 28 mai 2019, *Clasens c. Belgique*, n° 26564/16 (Détérioration des conditions de détention d'un détenu lors de la grève des agents pénitentiaires en 2016 : traitements dégradants).
20. Cour EDH, 18 juin 2019, *Mehmet Reşit Arslan et Orhan Bingöl c. Turquie*, n° 47121/06 (Refuser à des détenus un accès à un ordinateur et à internet – nécessaires à la poursuite de leurs études – viole le droit à l'instruction en prison, dès lors qu'il n'y a pas de "motifs suffisants" pour justifier ces refus)
21. Cour EDH, 2 juillet 2019, *Gorlov et autres c. Russie*, n° 27057/06 (La vidéosurveillance permanente de détenus dans leurs cellules est contraire à la Convention).
22. Cour EDH, 17 septembre 2019, *Avşar et Tekin c. Turquie*, n° 19302/09 (Les refus de transfèrement de détenus vers une prison plus proche de leur famille viole la CEDH, du fait de l'impact grave de cet éloignement durable sur les liens familiaux)
23. Cour EDH, 3 décembre 2019, *Petrescu c. Portugal*, n° 23190/17 (Mauvaises conditions de détention dans les prisons portugaises : la Cour recommande à l'État d'adopter des mesures générales pour y remédier)
24. Cour EDH, 5 décembre 2019, *J.M. c. France*, n° 71670/14 (Traitements inhumains et dégradants infligés à un détenu avant et pendant son transfert de prison et défaut d'enquête : violation de la Convention)
25. Cour EDH, 30 janvier 2020, *Sukachov c. Ukraine*, n° 14057/17 (Conditions inadéquates de détention provisoire en Ukraine, la Cour ouvre une procédure d'arrêt pilote)
26. Cour EDH, 4 février 2020, *Bayram c. Turquie*, n° 7087/12 (Conditions de détention dégradantes pour un détenu handicapé en fauteuil roulant)
27. Cour EDH, 31 mars 2020, *Jeanty c. Belgique*, n° 82284/17 (Les autorités belges ont empêché les tentatives de suicide d'un détenu atteint de troubles psychiques, mais ont soumis l'intéressé à un traitement dégradant)
28. Cour EDH, 14 mai 2020, *Astruc c. France*, n° 5499/15 (Le maintien en isolement du requérant détenu en prison n'a pas constitué un traitement inhumain et dégradant contraire à la Convention)

29. Cour EDH, 9 juin 2020, *Erlich et Kastro c. Roumanie*, n^{os} 23735/16 et 23740/16163 (Les autorités roumaines ont mis en place des moyens suffisants pour la fourniture de repas cachet adaptés aux besoins de deux détenus juifs Dans son arrêt de chambre),
30. Cour EDH, 20 octobre 2020, *Bădulescu c. Portugal*, n^o 33729/18 (La surpopulation de la prison de Porto constitue un traitement dégradant pour les détenus)
31. Cour EDH, 30 janvier 2020, *J.M.B. et autres c. France*, n^o 9671/15
32. Crim. 8 juillet 2020, n^o 20-81.739 et al.
33. Cons. constit. Décision n^o 2020-858/859 QPC du 2 octobre 2020
34. CE, 19 octobre 2020, *OIP-SF*, n^o 439.372